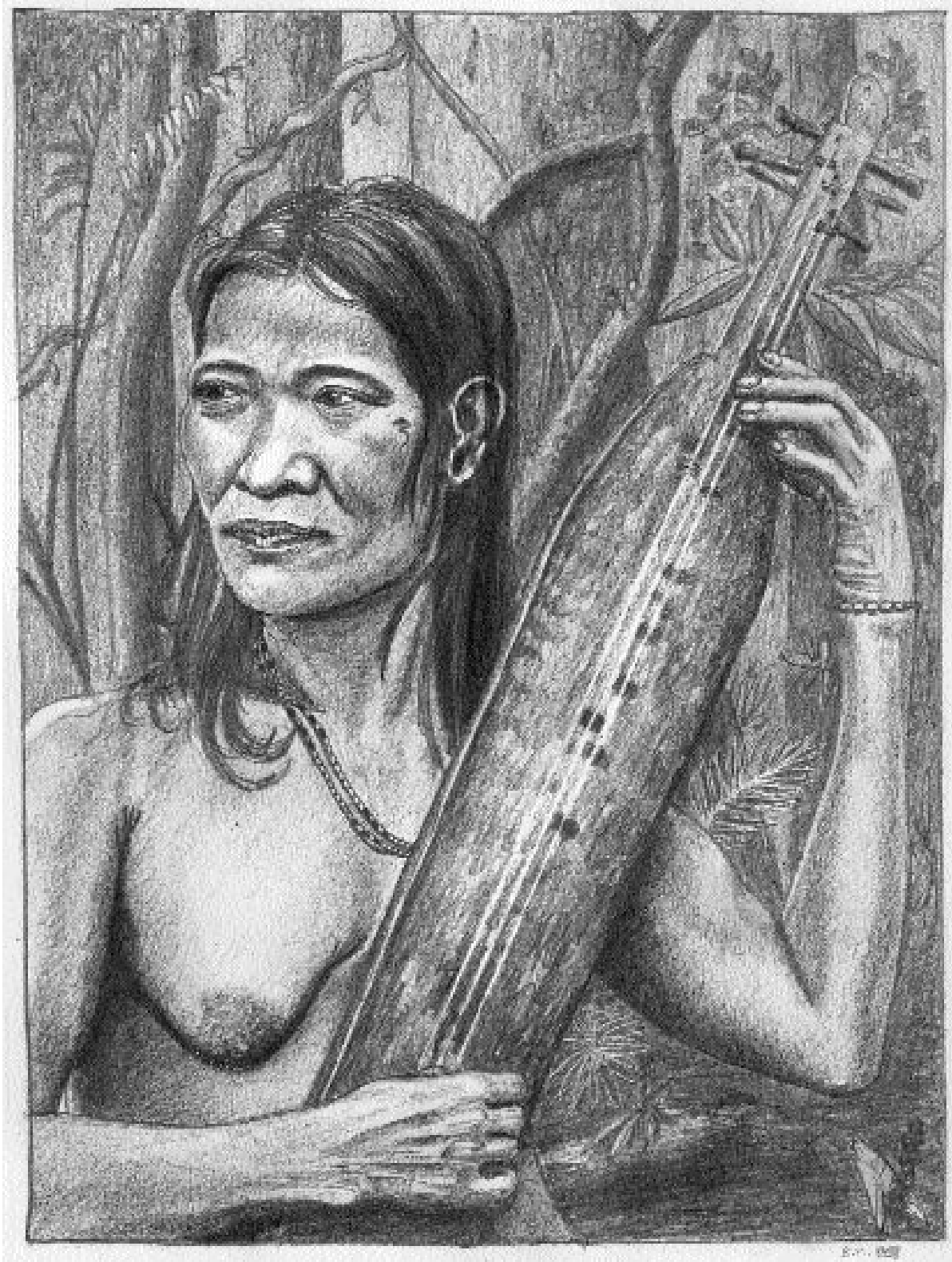


# Tong Tana

Décembre 1998

Journal du Bruno-Manser-Fonds  
forêt vierge – droits des autochtones – commerce du bois



BMF, Heuberg 25, CH-4051 Bâle, Suisse

# Editorial

## La crise – une chance à saisir

par Bruno Manser

Avec nos amis, nous nous engageons depuis des années pour la protection des dernières forêts vierges et des peuples qui les habitent. Nous nous démenons, mais le monde suit son cours et nous ne progressons guère: au Sarawak, les Penan n'ont toujours pas obtenu – ne serait-ce qu'un mètre carré – de territoire propre garanti; et dans le monde, 112 000 km<sup>2</sup> de forêt ont été anéantis en 1997. Sans résultats probants et à court de moyens financiers, le BMF doit-il fermer son minibureau et renoncer à son engagement? Dans un domaine où les participants élégamment vêtus des conférences internationales sont incapables de prendre les décisions qui s'imposent en sirotant leur champagne, la nature vient à son propre secours. En 1989, des inondations catastrophiques ont conduit le gouvernement thaïlandais à interdire dans l'ensemble du pays l'exploitation commerciale du bois. Cette année, c'est le Yang-Tseu-Kiang qui a débordé, entraînant la mort de 3000 personnes et détruisant cinq millions de logements. Résultat: d'un jour à l'autre, le gouvernement chinois a placé sous protection sa dernière forêt vierge. Pendant ce temps, l'effondrement des devises, dans le Sud-Est asiatique, a ralenti le pillage des forêts en freinant la demande. Néanmoins, 30 000 km<sup>2</sup> de forêt indonésienne ont été dévastés par des feux d'origine humaine. Les photographies le prouvent (à voir sur notre site Internet: bmf.ch): l'exploitation et la dégradation d'une couverture forestière intacte par l'industrie du bois est la cause principale des incendies de forêt. Combien d'hommes et d'animaux devront encore succomber dans des incendies et des inondations, en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, jusqu'à ce que toutes les concessions d'exploitation de forêts vierges soient retirées?

La Suisse a vécu une situation semblable à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Comme les pays tropicaux ont encore beaucoup plus à perdre en formes de vie et de culture que nous, le BMF souhaite aux responsables beaucoup de courage et de succès: que le Sarawak réussisse mieux que la Suisse à préserver cet héritage pour les générations futures, grâce à une action rapide et déterminée.

Au BMF, nous avons décidé de demeurer

les porte-parole des Penan et de la forêt pluviale aussi longtemps que nos forces et nos moyens financiers le permettront. Mais avec 40'000 francs de déficit au cours des deux dernières années, nous n'irons plus très loin sans votre aide. Nous vous remercions très sincèrement de votre contribution. Soutenez notre engagement non seulement financièrement, mais aussi pratiquement.

Demandez à votre commune – si elle ne l'a pas encore fait – de renoncer formellement, dans les constructions publiques, à tout bois provenant d'un pillage systématique des forêts. Achetez autant que possible des produits locaux: même Mahathir, le premier ministre malaysien, a donné des ordres dans ce sens. Renoncez aux produits FSC venant de l'étranger aussi longtemps que le FSC n'a pas clairement exclu l'exploitation du bois dans les forêts vierges.

Dans votre pays, engagez-vous en faveur de l'application des directives suivantes émises par la Banque mondiale au plan national:

- La construction de routes et l'exploitation commerciale du bois dans les forêts primaires ne seront soutenues en aucun cas.
- L'exploitation durable du bois doit être encouragée dans les forêts secondaires naturelles.

Nous souhaitons aux Penan suffisamment de forêt vierge et de nourriture; à vous, chères lectrices et chers lecteurs, nous souhaitons un joyeux Noël; et à l'ex-ministre des finances Anwar Ibrahim, malmené dans sa prison, nous souhaitons un traitement correct et équitable.

*L'équipe du BMF*



**Une nourriture suffisante, c'est tout ce qu'il faut aux Penan pour fêter joyeusement. Ce jeune, finira-t-il un jour par être contraint de mendier dans une grande ville?**

**Photo: BMF, 1998**

# Nouvelles du Sarawak

## La suite du voyage de Bruno Manser

Notre projet de remise d'un message de paix (l'agneau blanc «Gumperli») au ministre d'Etat du Sarawak et à sa femme à l'occasion de la fête qui marque la fin du pèlerinage à la Mecque ayant échoué, l'occasion suivante d'entamer un dialogue positif avec Taib Mahmud se présenta le 21 mai, jour de son 62<sup>e</sup> anniversaire. Hélas, toutes les compagnies aériennes desservant le pays reçurent la directive «Top urgent: Bruno Manser not allowed to enter Kuching» et refusèrent de me laisser poursuivre mon voyage de Singapour au Sarawak. Une demande de visite dans la partie continentale (péninsulaire) du pays fut également rejetée par les autorités. Qu'advient-il des US\$ 10 000 offerts par Erika et Jürg Binz (Ebipharm, Kirchlindach) comme capital de départ pour une clinique dentaire mobile destinée aux Penan et aux Kelabit? Le très aimable haut-commissaire malaysien à Singapour, Haji Salim Bin Hashim, se proposa de servir d'intermédiaire entre le ministre d'Etat et moi. Mais la question étant restée sans réponse des semaines durant, la somme fut déposée dans une banque à Singapour et un dossier complet sur le projet de «Secours dentaire international» envoyé au ministre d'Etat. Son coût total devrait s'élever à environ CHF 200 000 pour deux ans. Avec l'agrément du ministre d'Etat, ce projet salué par les Penan pourrait être réalisé sans délai. Nous attendons sa réponse avec intérêt! J'avais aussi l'intention d'apporter une aide concrète à Maleng, mon meilleur ami Penan: il avait perdu une jambe il y a deux ans en abattant un palmier nyiwung dans la jungle. James Ritchie, porte-parole du ministre d'Etat, promit de lui procurer une prothèse. Nous venons d'apprendre que le travail a été effectué par le Dr Judson Sakai de Ba Kelalan. Un grand merci à toutes les personnes qui y ont contribué!

## Les Penan s'opposent à un projet forestier allemand

Une entreprise allemande, la Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (GTZ), a signé un contrat avec la Samling Co et le Département des forêts du Sarawak pour l'exploitation selon les principes du développement durable d'une concession portant sur 1680 km<sup>2</sup> de forêt (projet FOMISS). Cette forêt, en

grande partie primaire, est située sur le domaine des Penan. Le projet prévoit qu'avec l'aide allemande, l'exploitation mécanisée du bois se fera sur une période de 10 ans. Les Penan ont été mis en demeure de l'accepter, avec l'argument que «la forêt vierge devra de toute façon livrer son bois d'une manière ou d'une autre». Bien qu'un moratoire de trois ans ait été décidé en attendant la fin des travaux d'inventaire, Samling continue d'exploiter la forêt en différents endroits. Un Penan s'insurge: «Nous voulons protéger notre forêt vierge depuis de nombreuses années, et beaucoup d'entre nous ont été arrêtés<sup>1</sup>! Certains y ont même laissé leur vie<sup>2</sup>. La forêt nous offre tout ce dont nous avons besoin pour vivre. Nous avons l'habitude de nous débrouiller au pied de nos montagnes, si seulement vous ne nous dérangez pas. Ne nous forcez pas à venir mendier de la nourriture dans vos villes! Nous nous opposons au projet allemand, qui restreindrait notre territoire et nos terrains de chasse.»

Le ministère allemand concerné (BMZ) demande que les projets des régions tropicales ne s'appliquent à des forêts primaires que dans un but de protection ou d'étude<sup>3</sup>. Or, la GTZ ne tient pas compte de cette directive, puisqu'elle encourage l'exploitation des forêts vierges. L'argent des contribuables allemands doit-il aller à une forme de développement qui consiste à prendre aux Penan précisément ce qu'ils ne veulent donner à aucun prix: les arbres de leur forêt? Ecrivez au BMZ pour lui donner votre avis: Mme le Ministre

Heidemarie Wieczorek-Zeul, BMZ,  
Friedrich-Ebert-Allee 40, 53113 Bonn,  
Allemagne, fax ++49 (228) 535 33 25.

Demandez que le gouvernement allemand ne soutienne en aucun cas la construction de routes dans des forêts vierges ou leur exploitation commerciale, et que l'Allemagne n'encourage, dans ses projets d'aide au développement, qu'une sylviculture durable appliquée à des forêts secondaires et dégradées avec le plein accord des populations locales. Au Sarawak, la GTZ peut très bien se rendre utile. Tant oralement (lors de rencontres personnelles) que par écrit, le BMF a proposé que l'indiscutable savoir-faire de cette entre-

<sup>1</sup> Plus de 700 depuis 1987.

<sup>2</sup> Un enfant de 4 ans a succombé aux gaz lacrymogènes; 4 décès demeurent inexplicables; une fille penan de 12 ans a été violentée par la Police Field Force.

<sup>3</sup> BMZ, Entwicklungspolitik, Sektorkonzept Tropenwald, n° 014, 1992.

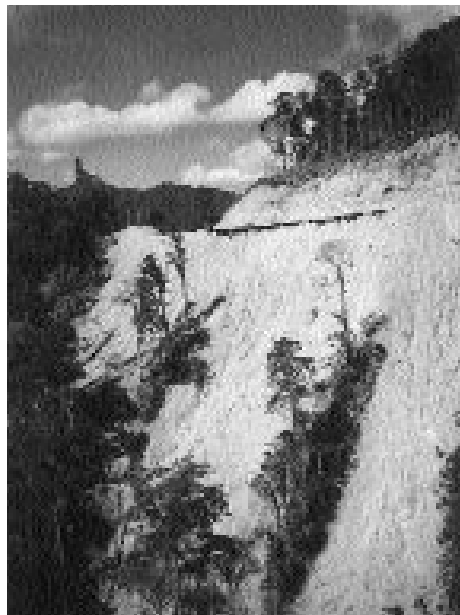
prise dans le domaine de la «Reduced Impact Logging» (exploitation à impact réduit) soit appliqué aux forêts secondaires, et que les droits des autochtones soient respectés.

La Samling Co est la plus grande société d'exploitation du bois au Sarawak, état dont elle a reçu en cadeau le droit d'exploiter 15 000 km<sup>2</sup> de forêt. En aval de la forêt concernée par le projet FOMISS, la plupart des zones attenantes ont déjà fait l'objet d'une exploitation sélective. C'est là que la FOMISS doit réaliser son projet pour être crédible. Pour le moment, la GTZ n'a pas apporté de réponse positive à cette proposition.

### **Les Penan attaqués sur trois fronts**

Trois firmes portent atteinte au territoire traditionnel des Penan nomades: Ravenscourt, Lee Ling Timber (autrefois LTL) et WTK Co. Cette dernière – la plus ancienne «logging-company» du Sarawak – est basée à Miri. Elle a reçu en cadeau le droit de piller 4000 km<sup>2</sup> de forêt vierge, sans la moindre compensation pour les autochtones. Au contraire, ceux-ci font l'objet de tentatives d'intimidation: alors que des nomades du Magoh menaçaient de bloquer la voie d'accès, Pusui, le chef chinois du département forestier, tira à bout portant une salve d'une vingtaine de coups au-dessus de la tête de Lakei Suti et de ses amis. Lee Ling Timber verse à plusieurs chefs de Penan sédentaires un salaire mensuel régulier, et leur remet chaque année 25 000 Ringgit malaysien (MR) à répartir entre leurs administrés. En contrepartie, tous s'engagent à ne rien entreprendre contre les activités des bûcherons. Beaucoup de Penan ont refusé leur part, mais sont lassés par une résistance pacifique entraînant tant d'arrestations.

Dans la région d'Ulu Limbang, c'est la firme Ravenscourt qui exerce ses ravages. En raison de la très haute diversité en espèces de la région, la création d'un parc national y a été proposée en 1984 déjà (parc de Pulong Tau, 1640 km<sup>2</sup>), projet jamais réalisé. Les bulldozers sont déjà à l'œuvre sous le Gunung Murud, le plus haut sommet du Sarawak (2560 m d'altitude), et au pied du Batu Lawi, un piton rocheux légendaire, terrains de chasse de Penan nomades et des dernières panthères nébuleuses. Ce faisant, les bûcherons polluent le «Baa Pina Uwut» (le «fleuve des nombreux sagoutiers»), l'un des derniers cours d'eau encore propres au cœur même du territoire des Penan. Le proche avenir montrera si ces trois sociétés acceptent de sauver la forêt de leur concession en renonçant à l'exploiter. Qui fera le premier pas, Ravenscourt?



**«Timber Mining»:** la Ravenscourt Co (licence 0294) construit de nouvelles routes près du fleuve Tabun dans le but de piller les dernières forêts vierges. Effet d'une érosion accrue, la pollution des eaux réduit les populations de poissons et empêche les Penan de préparer le sagou (leur nourriture de base), préparation pour laquelle ils ont besoin d'eau claire. A l'arrière plan le Batu Lawi  
Photo: BMF, 1998

### **Des signaux positifs de la Banque mondiale et de l'OIBT**

James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a rencontré pour un échange de vues, à mi-juillet 1998, les directeurs de Samling, WTK, Sarawak Timber Association et Malaysian Timber Board. A cette occasion deux questions importantes ont été abordées: celle des pratiques des multinationales du bois dans les différents pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, et celle de la protection de la biodiversité au Sarawak. La Banque mondiale souhaite que le Sarawak soit soutenu dans le cadre du Fonds mondial pour l'environnement (GEF).

### **Un projet de l'OIBT chez les Penan?**

La Sarawak Timber Association élabore un projet qui devrait être financé par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT/ITTO) et réalisé au nord-est du Sarawak (régions de Magoh et de Pulong Tau), soit en plein territoire penan. Objectifs du projet: une exploitation durable de la forêt et la protection de la biodiversité dans les forêts primaires. L'OIBT gère déjà un important projet de ce type près de la frontière occidentale avec l'Indonésie (Lanjak-Entimau).

## Un projet de sédentarisation échoue

Datuk James Wong, ministre de l'environnement du Sarawak et roi de la filière du bois, avait invité des Penan nomades à se sédentariser dans leur territoire, devenue une concession de 3100 km<sup>2</sup> dont le Chief Minister lui a fait cadeau. Dans ce but, il avait fait édifier une «longue maison» à Long Napir dans les années 1980 déjà. A quelques familles près, l'immense bâtiment demeure vide. La raison en est que les alentours ont été déboisés entre-temps par la société d'exploitation du ministre et que les Penan n'y trouvent par conséquent plus suffisamment de nourriture.

Beaucoup d'autres familles se sont donc progressivement retirées vers l'amont, dans des régions encore intactes et giboyeuses, où elles ont établi, près de l'eau, leur habitation et leurs cultures. Datuk James Wong a maintenant vendu son entreprise à la Lee Ling Timber Co. L'échec de sa politique a pour effet d'augmenter la pression qui s'exerce sur les dernières forêts vierges encore intactes, déjà si réduites qu'elles ne peuvent plus accueillir beaucoup de «rapatriés» en plus des nomades qui les parcourent.

## Le barrage de Bakun

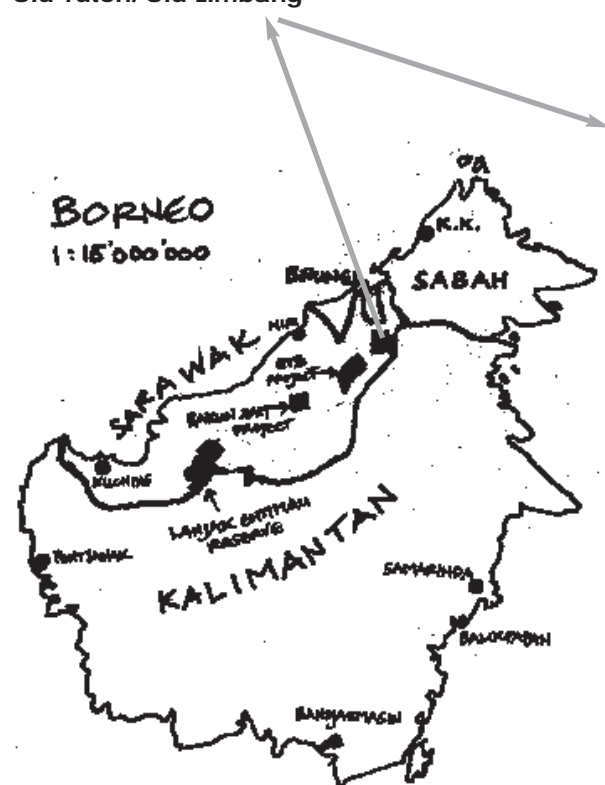
Des articles parus dans le «Borneo Post» (27 et 29 août 1998) indiquent que le

barrage de Bakun devrait être terminé en 2006. A noter que le prestigieux projet initial a été redimensionné, avec une production d'électricité réduite de moitié. De plus, le courant ne sera distribué qu'au Sarawak: pour des raisons de coût, on a renoncé à l'immersion d'une ligne électrique destinée au ravitaillement de la partie occidentale de la Malaisie. D'un prix avantageux, cette électricité – pour laquelle il n'existe encore guère de demande – doit attirer les investisseurs, spécialement dans les secteurs de l'industrie du bois et du papier, ainsi que de la production d'huile de palme et d'aluminium, dans lesquels de grands espoirs sont placés.

Le transfert des 10 000 habitants concernés se poursuit conformément au plan (à petits pas). Ces gens perdent leur jardin et leurs propriétés au moment où ils en auraient le plus besoin, en pleine crise économique. Certains se sont endettés pour pouvoir participer d'une manière ou d'une autre à la construction, et sont ruinés par suite de l'arrêt des travaux. Cet été, les instances responsables ont appelé les victimes du projet à utiliser les fonds d'indemnisation de manière très prudente, par exemple en les plaçant dans des sociétés d'investissement et des paquets d'action. Par les temps qui courent, c'est une manière d'inciter les petites gens à partager les risques des personnes aisées!

Secteur

Ulu Tutoh/Ulu Limbang



■ Superficie estimée de la forêt vierge dans l'espace vital des nomades, 1998.

→ Déplacements des Penan.

➤ Logging-Compagnie.





**Le ministre en chef Taib Mahmud**

### **Taib Mahmud et les orangs-outans**

A l'ouest du Sarawak, la zone de protection de la faune de Lanjak-Entimau est constituée à 90% de forêt primaire à diptérocarpées. Elle est tout spécialement destinée à protéger le millier d'orangs-outans qui y trouvent refuge.

A l'occasion d'une conférence internationale («Great Apes of the World», Kuching/Sarawak, juillet 1998) à laquelle ont pris part 150 scientifiques du monde entier, le ministre d'état Taib Mahmud a indiqué son intention de placer sous protection une forêt tourbeuse («Peat Swamp Forest») abritant des orangs-outans, en guise de «contri-



**L'orang Utan-Bébé «Heureux»**

tribution aux efforts des scientifiques visant à sauver l'espèce de l'extinction». Gary Shapiro, président de la Fondation internationale pour la protection de l'orang-outan et organisateur de la conférence, se déclara ravi de cette bonne surprise. Il est vrai que Taib Mahmud n'a pas donné de précisions sur la situation exacte et l'étendue de cette future réserve, ni sur la date officielle de création. Mais le BMF se réjouit de voir ce projet se concrétiser rapidement, en félicite le gouvernement du Sarawak et formule le souhait qu'après les orangs-outans, les Penan voient également leurs requêtes territoriales prises en compte.

### **Menace sur les orangs-outans**

Au cours des dix dernières années, le nombre d'orangs-outans vivant en liberté à Bornéo et à Sumatra, a baissé de moitié (estimation actuelle: 20 000 individus). Cause de cette diminution: la destruction de leur habitat par l'exploitation commerciale du bois, les coupes rases et les feux de défrichement allumés par l'homme pour l'installation de plantations de palmiers oléagineux et la réalisation de mégaprojets de développement. Dans son rapport «The Politics of Extinction», l'environnemental investigation association (eia, 69 Old Street, London EC1V 9HX), basée à Londres et à Washington, critique le régime corrompu du président Suharto, coupable d'avoir permis, presque sans entrave, à l'industrie du bois et des plantations de mettre la main sur des zones de forêt encore intactes. Mais le moteur de cette catastrophe écologique se trouve plutôt dans nos pays industrialisés, comme le montrent les exemples suivants:

- La firme américaine Goldman & Schuster finance à hauteur de 500 millions de dollars US la plus grande société d'exploitation forestière indonésienne, la Barito Pacific, qui est occupée au déboisement de 50 000 km<sup>2</sup> de forêt (Suisse: 41'300 km<sup>2</sup>).
- Le groupe japonais Marubeni Corp., qui achète la majorité du bois exporté du Sarawak et se cache derrière d'autres noms tels que Reebok et Blizzard, contribue au financement d'usines géantes de cellulose et de papier en Indonésie, en compagnie de la Mitsubishi Bank, de l'entreprise finnoise Enso, de la firme suédoise Cellmark, de la société allemande Export Kredit et de beaucoup d'autres.
- Plus grand importateur européen d'huile de palme (1997: 288 000 tonnes/total UE: 878 000 tonnes), l'Allemagne porte une lourde responsabilité dans les défrichements par le feu visant à l'extension de ces plantations. Au cours des cinq dernières années, la demande mondiale d'huile de palme a augmenté de 32%!

Par ailleurs, des firmes, banques et institutions d'aide au développement européennes, japonaises et américaines financent des projets industriels dans des régions encore couvertes de forêt

pluviale, contribuant à alimenter la demande en bois tropicaux, en huile de palme, en cellulose et en papier à bas prix. Ce juteux commerce perdurera aussi longtemps que nous achèterons ces produits.

L'association eia, qui a élaboré un projet de protection de l'orang-outan, demande à juste titre qu'en Indonésie, les investissements et les aides financières soient systématiquement liés au respect de conditions écologiques, sociales et économiques très strictes.

### **Le droit du sol des autochtones menacé au Sarawak**

Le gouvernement du Sarawak a l'intention de conférer à 2984 km<sup>2</sup>, dans la région de Baram, le statut de «Protected Forest» (forêt protégée). Cette région abrite surtout des communautés Penan, mais aussi des Kenyah, des Kayan et des Kelabit. Etablie au Sarawak, l'organisation BRIMAS (Borneo Resources Inst.) est consternée par la perspective d'une telle décision, qui priverait les autochtones d'un droit sur leurs terres garanti par la loi. BRIMAS souligne aussi que les populations concernées n'ont pas compris les déclarations gouvernementales et que les indications précises sur l'étendue et les limites de la zone pressentie font complètement défaut.

Le statut même de «forêt protégée» ne correspond pas à ce que l'on est en droit d'en attendre, car le bûcheronnage est autorisé dans l'ensemble d'une telle réserve. Dans le cas précis, la zone de protection coïnciderait avec le projet FOMISS d'exploitation à impact réduit (voir plus haut). On peut craindre qu'après ce changement de statut, les actions de protestation contre les pilliers de forêt, qui n'ont pas cessées depuis des décennies, soient brutalement réprimées. BRIMAS rappelle que dans la région de Baram comme dans le reste du Sarawak, le statut «Protected Forest» a déjà été utilisé plusieurs fois par le gouvernement à titre purement temporaire: par la suite, ces surfaces perdent généralement leur statut et sont laissées aux compagnies d'exploitation et aux entreprises gérant des plantations.

### **Commentaires du BMF**

Jusqu'ici, le statut de «forêt protégée» a toujours signifié «protégé pour l'exploitation du bois». A défaut de documents écrits, les autochtones ne peuvent faire valoir leurs droits sur ce territoire, bien que leurs revendications soient parfaitement justifiées du point de vue historique. Conformément aux prescriptions, les habitants des régions de Baram

et de Limbang ont déposé, depuis le début des années 1980, plus de 50 demandes de reconnaissance de leurs droits fonciers coutumiers, sans aucun succès jusqu'à présent.

### **De nouveaux terrains de chasse pour l'industrie malaysienne du bois**

En raison de la baisse des réserves de bois dans leur propre pays, 30 sociétés d'exploitation malaysiennes négocient avec 23 gouvernements du monde entier l'acquisition de concessions représentant au moins 222 000 km<sup>2</sup> au total (plus de cinq fois la superficie de la Suisse). Beaucoup de contrats sont déjà sous toit. Aujourd'hui, les firmes malaysiennes détiennent au moins la moitié des concessions de la Guyane française, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Salomon et Vanuatu. Elles sont présentes au Cambodge, en Indonésie, au Laos, en Birmanie et en Nouvelle-Guinée occidentale, ainsi qu'au Cameroun, dans les deux républiques congolaises, au Gabon, en Guinée, au Liberia, à Madagascar, au Malawi, au Zimbabwe, au Belize, en Bolivie, au Brésil, au Surinam, en Tchéquie, en Russie orientale et en Nouvelle-Zélande (plantations).

Nous devons ces informations à un rapport vivement recommandé «High Stakes: The Need to Control Transnational Logging Companies – A Malaysian Case Study», publié en 1998 par Forest Monitor Ltd, 114 Broad Street, Ely, CB7 4BE, London UK, une ONG anglaise. Ce rapport démontre que lors de l'attribution de licences d'exploitation à des firmes étrangères, il arrive fréquemment que moins de 1% de la valeur du bois abattu demeure dans le pays producteur. Et c'est pour ce maigre revenu que l'on sacrifie l'équilibre économique et culturel des populations locales liées à l'existence de forêts intactes. Illustré par de nombreuses cartes et photos, le rapport de 58 pages présente les différentes firmes malaysiennes de manière détaillée: une lecture de chevet pour tous les responsables gouvernementaux soucieux de gérer durablement leurs ressources forestières nationales. Le rapport peut être obtenu auprès du BMF au prix de 10.– CHF.



**«Nous attendons que le ministre en chef Taib Mahmud retire les concessions»  
Photo: BMF 98**

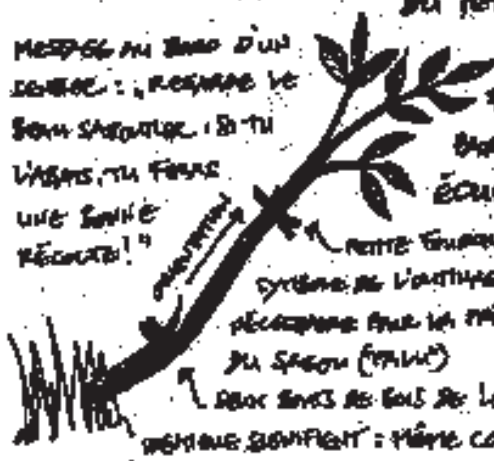
# SENS DE LA PROPRIÉTÉ ET DU PARTAGE CHEZ LES TÉNAN

QUAND J'ENTRERAI - EN TANT QUE FILS DE "CIVILISÉS" - DANS LA RECHERCHE DE MES RACINES DANS LA JUNGLE DE SORHÉ, J'AI UN FAÇON DE SHIMPANZÉ DANS MES BRAS. JE LE GARDAI SÉCRÈTEMENT COMME UN PETIT TRÉSOR, CAR JE VOULAIS M'ASSURER LE PLUS LONGTEMPS POSSIBLE LE LUXE DE POUVOIR ME SÉPARER UNE FOIS PAR SEMAINE. UN JOUR, JE VOULAIS M'ÉCOCTRISTE ET EN OTAIS AUX PÉLAN, QUI PARTAGEAIENT AVEC MOI TOUT CE QU'ILS POSSÉDAIENT. COMME JE LE CRIGNAIS, LE FAÇON FUT AUSSITÔT VIDE DE TOUT CONTENU... MAIS LES TÊTES CONVERSABLES DE MOUSSE ET LES VISAGES RAYONNANTS DES ENFANTS ME REMPLIRENT D'UNE JOIE QUI AUCUN PÉCHÉ NE VINT TENIR. UN BOUTON DE ROUTE M'ENVAHIT PAR LA SUITE: ADULTE ET CURIEUX, JE M'ÉTAIS COMPORTÉ COMME UN ENFANT QUI PRÉFÈRE MANIPULER SON QUOQUOT SEUL, À LA DÉROBÉE, PLUTÔT QU'À LE PARTAGER AVEC SES CAMARADES. C'EST UN MÊME "PROLITE" QUI M'AVAIT APPRIS CE QU'EST UN COMPORTEMENT SOCIAL. - PLUS TARD, LES PÉLAN ME MONTRERENT LEUR "SHIMPANZÉ DE LA JUNGLE", DES PLANTES ALCAHOLISÉES TELLES QUE LA VIANNE "KEMENT" ET LE "PÉLAN" SEDUN (SANTON DU DORQUO D'ORANGE): DES VÉGÉTAUX QUE L'ON ÉCRASE DANS L'EAU POUR LES FAIRE MOURIR.

**PARTAGER (TUNAT)** EST LE PRINCIPE FONDAMENTAL DE LA VIE SOCIALE DES PÉLAN: QUAND UNE FAMILLE PRÉPARE DU SAGOU, CHAQUE MÉNAGE EN REÇOIT UN PETIT, SUFFISAMMENT POUR UN REPAS. DE MÊME, TOUT LES MEMBRES DU CLAN PROFITENT DES FAUCES RAPPORTÉES DE LA JUNGLE. LA VIANDE DE CHAQUE ANIMAL RAMONÉ DE LA CHASSE EST RÉPARTIE À PARTS ÉGALES ENTRE TOUTES LES FAMILLES, SAUF QUE LE CHASSEUR SOIT TENTÉ DE CONSERVER DANSAÏSE POUR LUI OU UNE PART ORNAMENTAIRE. LES PLUS FAUCES FAMILLES ONT ANSI LES PLUS ENFANTS ET CHAQUE AN, COMME DE SA VIE, DONNE PLUSIEURS FAUCES DU RÔLE DE DONNEUR À CELUI DE RECEVEUR, ET INVERSEMENT.

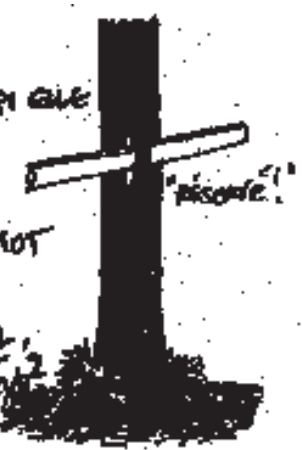
DEUX ANS DURANT, J'AI PU VÉRIFIER L'APPLICATION RÉGULIÈRE DE CE PRINCIPE: LES PÉLAN PARTAGENT MÊME QUAND LES PARTS SONT PLUS PETITES QUE L'ONGLE DU PETIT DOIGT! L'ANÉCDOTE SUIVANTE MONTRÉ QUE LA

MESSE AU BORD D'UN  
SAGOU: "RESERVE LE  
SAGOU SAGOU. SI TU  
VIGAS, TU FAUC  
UNE SAGOU  
RÉCOURTE!"



NOTION DU PARTAGE N'EST PAS INTRINÈQUE, MAIS QUELLE EST PARTIE DU SAGOU CULTUREL: AU LIEU DE PARTAGER AVEC LES ENFANTS DU VOISINAGE UN PETIT ÉCOURAUL RÔTI DE LA TIGRE D'UNE SOURIS, UN JEUNE GARDON AFFAMÉ LE DÉVORA SEUL EN COURS DE ROUTE. POUR LUI DONNER UNE LEÇON, ON L'APPELA DU NOM DE L'ANIMAL CONSOMMÉ: "TENE!"

LA NOTION DE PROPRIÉTÉ N'A DE SENS, CHEZ LES RYAN, QUE EN QUELLE  
 DE RAPPORTER À UN USTENSILE QUI FACILITE LA VIE QUOTIDIENNE.  
 LE CHASSEUR DIT "KEMERUT KE" (LA SARDONNE) POUR INDICER  
 QUE L'ARME QUI APPARTIENAIT, MAIS IL N'EXISTE AUCUN ÉQUIVOCUE AU MOT  
 "PROPRIÉTÉ" DANS LA LANGUE DES RYAN. - À LA MORT DE SON PÈRE,  
 MÈME A LAISSÉ L'ARME QUI LUI PÉNAIT: BYRANUI LE PRÉLÈVANT-IL,  
 PUISQU'IL NE PEUT PLUS LE SURPASSER AVEC SON PÈRE, C'EST CÉDANT PRO...

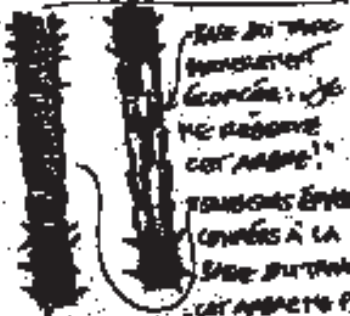


LE RESPECT DES TERRITOIRES TRADITIONNELS EST LA

CONDITION PREMIÈRE D'UNE COEXISTENCE SÉRIEUSE ENTRE LES DIVERS CLANS ET TRIBUS.  
 LES HABITANTS ORIGINAUX D'UNE RÉGION ONT LA PRIORITÉ EN CE QUI CONCERNE L'EXPLOITATION  
 DES RESSOURCES: US DOIVENT ÊTRE SERVIS AVANT L'ÉTRANGER ARRIVÉ PLUS TARD, AVANT  
 LES VASTINS. CHAQUE CLAN VIT AINSI SUR UN TERRITOIRE CLAIEMENT DÉFINI, DONT  
 IL RESPECTE LES LIMITES. UN CLAN VOISIN PEUT ÊTRE INVITÉ À PARTAGER UNE  
 HARVESTURE SUPPLÉMENTAIRE, PAR GRETTE UNE RÉGÈTE DE FAITS EXTRAORDINAIRES. MAIS  
 SOUS MÈME LE DÉPLÈMENT DE SÉJOURNERS, LES VISITEURS HÂTERONT PAS DE  
 L'HOSPITALITÉ ET PARTIRONT ASSÈS RAPIDEMENT.

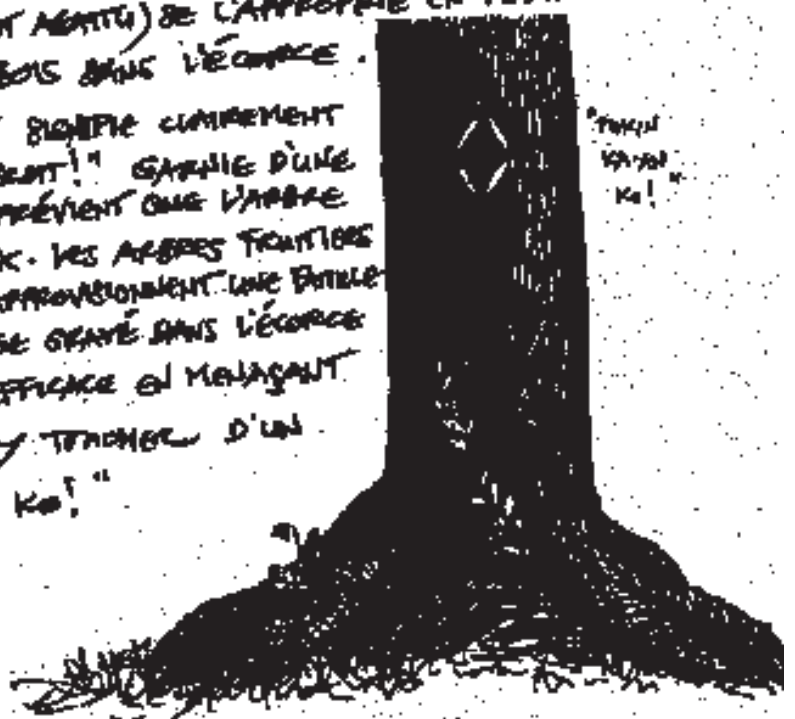
LE PREMIER À AVOIR DÉCOUVERT UNE PERSONNE DOIT SURVEILLER SES PRÉSENTIFICES:

C'EST LA RÈGLE À L'INTÉRIEUR DU CLAN. COMME UN CRISTALLIN DES AUTRES SAUVAGES MANIFESTE  
 SON INTÉRÊT SUR LE FIEN DÉCOUVERT EN LAISSANT UN ONTIL SUR PLACE, LE RYAN DE RÉGÈRE  
 UNE FUTURE EXPLOITATION AU MOYEN D'UNE MARQUE SYMBOLIQUE. C'EST CE QUE FIT UN  
 SAUVAGE ANCIEN (BOUTONNE) CHASSEUR QUI RENCONTRE UN BÉAN ÉMERILLON ET OUVRE L'ARBRE



PROCHÈMENT. DE MÊME, LORS DE L'ÉDIFICATION D'UNE NOUVELLE  
 HUTE, UNE FEMME QUI DÉCOUVRE UN "KAYU KENT" (ARBRE  
 DONT LE BOIS FAÏNE PARTICULIÈREMENT BIEN, MÊME QUAND IL  
 EST FRAÏSHEMENT AGÉTI) SE L'APPROPRIE EN FORTANT UN  
 MORCEAU DE BOIS SANS L'ÉCORCE.

UNE CROIX SIMPLE CLAIEMENT  
 "HALTE! N'ÉCART!" GARNIE D'UNE  
 COURONNE DE ROTILU TRESSÉ, QUE PRÉVIENT QUE L'ARBRE  
 NE PEUT ÊTRE AGÉTI À AUCUN PRIX. LES ARBRES FRONTIERS  
 LES PLUS PRÉCIEUX (DURAN, NAKAN) APPROVISIONNENT UNE BUTTE  
 PLUSIEURS DÉCÈMES DURANT. UN LOSANGE GRAYÉ DANS L'ÉCORCE  
 ASSURE À L'ARBRE UNE PROTECTION OFFICIEUSE ET MENAÇANT  
 TONS CEUX QUI SONGERAIENT À Y TOUCHER D'UN  
 SORT FUNESTE: "PUKIN KA-AN KO!"



# A propos du bois

## La déclaration obligatoire à nouveau sur le tapis

par Roger Graf

Le 9 octobre 1997, le conseiller national Christoph Eymann (libéral, président de l'Union bâloise des arts et métiers) a déposé une motion en faveur de la déclaration obligatoire pour les produits en bois. Il se peut que l'objet soit examiné par le Conseil national au cours de sa session de novembre/décembre 1998. Mais une certaine pression de l'opinion publique serait utile.

Bref historique. En 1993, le conseiller national Hugo Wick et la conseillère aux Etats Rosmarie Simmen (PDC) ont déposé devant les Chambres fédérales une motion visant à rendre obligatoire la déclaration d'origine du bois. Avec la voix déterminante du président Otto Piller (PDC), le Conseil des Etats a accepté la motion de justesse, tandis que le Conseil national l'a refusée au printemps 1994 par 81 voix contre 68, donc par une faible majorité. Les adversaires les plus connus de la déclaration étaient la firme HIAG (la plus grande entreprise de façonnage du bois en Suisse), l'Union suisse du commerce et de l'industrie «Vorort», l'Union suisse en faveur du bois (Lignum) et l'entreprise suisse des bois tropicaux, Precious Woods. Tous critiquaient la voie solitaire et qu'aurait représenté une telle décision prise en l'absence de toute coordination internationale, la surcharge administrative qu'elle aurait entraînée (contrôles) et son coût. Certains manifestaient aussi la crainte de voir les consommateurs exiger ensuite d'autres déclarations pour d'autres produits. Volontairement, on opposait alors deux projets complètement différents, celui de la déclaration (obligatoire) à celui de l'écolabel (facultatif). Pour les organisations de défense de l'environnement, l'écolabel est un judicieux complément à la déclaration obligatoire, qui fournit des précisions sur l'essence et le pays d'origine du bois. Un écolabel va plus loin: il ajoute une garantie relative à la qualité de la gestion forestière. Ces dernières années, les grands distributeurs se sont efforcés, avec plus ou moins de succès, d'introduire une marque distinctive pour leurs produits en bois. A ce point de vue, la Migros a fait œuvre de pionnière, réussissant étonnamment bien à imposer sa marque de qualité dans son as-

sortiment ménager et mobilier. Selon ses responsables, un étiquetage de tous les produits en bois est parfaitement réalisable, bien que de fastidieuses recherches soient parfois (rarement) nécessaires. Dans les domaines quantitativement importants que sont les aménagements intérieurs, la construction et la production de papier, il n'y a pratiquement jamais eu de déclaration. Or, pour le papier, qui représente 25% de la consommation suisse de bois, une déclaration d'origine est absolument nécessaire. Il ressort d'une enquête effectuée par le BMF auprès de 13 fabricants suisses de papier (1994), que la déclaration peut être introduite sans problème dans ce secteur de production.

En 1994, le Conseil fédéral s'est engagé à régler le problème par voie d'ordonnance (sur la base de la loi sur l'information des consommatrices et des consommateurs - LIC) si aucune solution n'est trouvée pour une déclaration (spontanée) reposant sur le droit privé. A ce jour, il n'a pas encore tenu sa promesse et la motion Eymann vient à point nommé pour la lui rappeler. Dans un Etat moderne comme le nôtre, le droit à une information objective sur la provenance et la composition des produits mis en vente devrait aller de soi. Mais pour faire passer ce «droit à une meilleure transparence» dans le domaine des produits en bois, un petit coup de pouce de l'opinion publique est nécessaire. Téléphonnez donc à la présidente du Conseil national, Trix Heberlein, pour lui demander lors de quelle session la motion sera discutée

(tél. 01/918 16 39, fax 01/919 01 40).



**«Ne construisez pas vos maisons avec le bois de nos forêts!» Sans une déclaration d'origine, les consommateurs ne peuvent respecter cette requête des Pygmées.**

**Photo: B. Manser**

# A propos du bois: Bravo!

## **218 communes suisses ont formellement renoncé au bois des forêts primaires**

Depuis l'édition de juillet 1998 de Tong Tana, de nouvelles communes ont décidé de ne plus utiliser dans les constructions publiques des bois provenant de forêts primaires: Aarburg, Küttigen, Möriken-Wildegg (AG), Hérisau, Schwendbrunn et Urnäsch (AR), Ettingen (BL), Ittigen, Meiringen, Muri et Sigriswil (BE), Schwanden (GL), Roveredo (GR), Sursee (LU), Balsthal (SO), Altendorf (SZ), Andwil, Brunnadern, Bütschwil et Rapperswil (SG), Silenen (UR), Montreux (VD), Uster et Wädenswil (ZH). Le BMF félicite de tout cœur ces communes déterminées!

Ainsi, ce sont au total 218 communes suisses et 2'317'801 habitants (env. 30% de la population) qui ont formellement renoncé à ce type de bois au plan communal (état: novembre 1998). Cinq cantons ou demi-cantons ont pris une décision semblable: AR, BL, BS, SO et SZ.

## **Remise de distinctions au Säntis**

L'association de Suisse orientale «Kein Stolz auf Tropenholz» et le BMF ont invité à une fête sympathique organisée le 25 septembre au sommet du Säntis les 206 communes qui, à cette date, avaient déjà renoncé aux bois de forêts primaires. Dans ce cadre magnifique et par un temps superbe, une distinction a été remise aux délégués communaux présents ce jour-là (représentant 35 communes de 9 cantons). Les autres communes ont reçu leur distinction par la poste. Le BMF espère que ces documents, judicieusement placés, inciteront les habitants à apporter leur propre contribution à la protection des dernières forêts vierges.

Le même jour, deux communes ont été honorées de manière particulière: la ville de Zu-



rich et la commune de Fällanden, qui toutes deux ont mis des documents internes à disposition de la campagne du BMF (Zurich ses directives, Fällanden le compte-rendu de la décision communale). Beaucoup de communes nouvellement acquises à la cause se basent sur ces documents administratifs exemplaires pour agir à leur tour. Une distinction spéciale sera remise ultérieurement à Ueli Widmer, ancien conseiller d'état appenzellois et auteur du dépliant devenu une référence.

## **Une bonne bouteille de vin suisse**

Il reste cependant encore pas loin de 2917 communes suisses à convaincre! Le BMF met de la documentation à disposition de tous ceux qui souhaitent convaincre leur commune de domicile ou d'origine.

Un ami de Wädenswil montre avec quelle détermination on peut lutter dans ce cas. Ayant obtenu une réponse négative à sa requête écrite («Après consultation de quelques menuisiers de la commune, il est apparu que pratiquement plus aucun bois tropical ou nordique n'est utilisé aujourd'hui. Ces mesures sont donc inutiles...»), il a déposé une initiative personnelle au plan communal. Résultat: Wädenswil a décidé le 26 Octobre de renoncer au bois exploitée dans des conditions inacceptables: BRAVO!

A plusieurs reprises, le BMF a reçu des réponses semblables. Mais avec le concours de spécialistes du bois, il a pu établir que des bois indésirables existent dans pratiquement tous les bâtiments et agencements communaux, ainsi que dans beaucoup de cercueils, souvent cachés sous du vernis, du plastique ou de l'aluminium, ou dissimulés dans des recoins où normalement personne ne va regarder. C'est pourquoi le BMF se propose d'offrir une bouteille de bon vin suisse à la commune de Wädenswil et à toutes les communes qui défendent le même avis si, en visitant des bâtiments leur appartenant, il ne découvre aucun bois tropical ou nordique (entaille autorisée). Merci de nous inviter pour cette visite!

**Pas de bois de forêts primaires dans les administrations publiques! 35 délégués communaux sont venus chercher eux-mêmes la distinction décernée aux communes méritantes. Photo: Isabel Kürsteiner.**

# A propos du bois: Honteux!

## La firme suisse Precious Woods reconnaît une «stupide erreur»

L'organisation munichoise Pro Regenwald a découvert que Precious Woods (PW) a livré à Rostock du bois d'acaricuara non certifié FSC, contrairement au contrat passé avec la cité des bords de la Baltique. L'«erreur» porte sur 40% du volume total de bois livré. Secrétaire de PW, Daniel Heuer, jura que l'entreprise n'avait jamais eu «la moindre intention de tromper son client: il s'agit simplement d'une stupide erreur». En Allemagne, l'image de Precious Woods en a sérieusement pâti. Le responsable de l'Office pour l'environnement et la nature, Hans Joachim Meyer, déclara: «Je me sens dupé.» Les autorités n'auraient en aucun cas accepté du bois provenant de forêts pillées (Rostock est membre de l'Alliance pour le climat).

## Commentaires du BMF

L'intention première de Precious Woods était de reboiser des régions dégradées du Costa Rica. Ce séduisant projet fut soutenu par des deniers publics (3 millions de CHF), bien que des organisations de défense de l'environnement aient objecté que le teck prévu pour le reboisement n'était pas une essence indigène dans cette région. Mais l'entreprise, nullement décidée à rester inactive durant les 25 ans qu'il fallait à ce teck pour devenir exploitable, acquit au Brésil une forêt vierge de 800 km<sup>2</sup>, à exploiter tout de suite. Le BMF juge le procédé inacceptable, même si le Forest Stewardship Council (FSC) garantit la gestion durable de cette forêt (le BMF ne peut admettre la certification de bois provenant de forêts vierges: c'est ouvrir la voie, sous un vernis écologique, au pillage des dernières forêts primaires!). Il apparaît donc

maintenant que PW commercialise aussi du bois non certifié. Or, l'entreprise attirait les investisseurs potentiels par le slogan: «En achetant ces actions, vous protégez la forêt pluviale!» Reste à voir combien de temps encore les actionnaires accepteront une pareille gestion des affaires. Les derniers événements n'inspirent pas précisément confiance, et l'on n'ose songer à ce qui arriverait si PW achetait quelques autres milliers de km<sup>2</sup> de forêt pluviale. La sensibilité sociale de la firme ne paraît pas moins douteuse que sa sensibilité écologique. Basée à Virgin Islands (GB) – et donc exemptée d'impôts – elle est active au Costa Rica (où elle ne paie pas d'impôts non plus) et au Brésil (pas de droits de douane). Or, son bénéfice est intégralement versé aux actionnaires, bien que ceux-ci puissent compter sur une plus-value de 11 à 16% par année, alors que les populations locales n'ont d'autre avantage que la possibilité de travailler, pour un salaire dérisoire, dans des coupes forestières ou des plantations. Et c'est cela que PW appelle «une authentique aide au développement»! L'entreprise persiste à affirmer que la destruction des forêts vierges est due à la misère des populations locales, et non à l'industrie qui amène la pauvreté dans les forêts qu'elle dégrade. Le BMF estime au contraire qu'une aide au développement et une protection de la forêt pluviale bien comprises consistent à protéger les bases économiques traditionnelles de ces populations, qui ont réussi pendant des siècles à gérer leurs forêts de manière durable en exploitant surtout les produits secondaires (fruits, caoutchouc, plantes médicinales, etc.) et très peu les arbres. Mais ce type de gestion n'amène pas le moindre centime dans la poche des prétendus sauveteurs suisses de la forêt tropicale.

---

## Impressum

«Tong Tana»

Journal du Bruno-Manser-Fonds (BMF)

Association pour les peuples de la forêt pluviale

Heuberg 25, CH-4051 Bâle, Suisse

Téléphone 061/261 94 74

Téléfax 061/261 94 73

E-Mail: bmf@bmfonds.links.ch

Internet: bmf.ch

Pour les dons: Suisse:

La Poste Suisse, Bâle CCP n° 40-5899-8

Coop-Bank, CH-4002 Bâle,

compte 421329.29.00.00-5

France: La Poste, Strasbourg, CCP n° 2.604.59T

Allemagne: Deutsche Bank, Lörrach

(BLZ 683 700 34) compte 1678556

Rédaction: Bruno Manser, John Künzli

Auteurs: Bruno Manser, John Künzli, Roger Graf

Photos: Isabel Kürsteiner, John Künzli,

Ruedi Habegger, Bruno Manser, BMF

Dessin: Bruno Manser

Traductions: Robert Gogel (français), Barbara Jäckli

(anglais), John Künzli, Bruno Manser (allemand)

Tirage: 5700 (3500 en allemand, 1500 en français et 700 en anglais)

Paraît trois fois par années

**Nous dépendons des dons – merci sincèrement!**

Composition et impression: Gremper AG, Bâle